

L'AMI DU PEUPLE,
O U
LE PUBLICISTE PARISIEN,
JOURNAL POLITIQUE ET IMPARTIAL,
Par M. MARAT, auteur de l'Offrande à la patrie,
du Moniteur, du Plan de constitution, &c.

Vitam impendere vero.

Du Mercredi 9 Février 1791.

Menées honteuses des municipaux et du général parisiens, pour étouffer les plaintes des habitans de la Chapelle, donner le change au public sur cet affreux massacre, et leur enlever toutes les preuves de la subornation des Chasseurs aux barrières. — Conduite à tenir par les citoyens de la Chapelle. — Gloire dont se couvriront les sections de la capitale, en se joignant à ces citoyens, pour poursuivre les auteurs de ces assassinats. — Anecdote sur Carle le mouchard.

Copie d'une lettre du Sr. Bailly, maire de Paris au Sr. Motté, commandant-général de l'armée Parisienne, du 28 Janvier 1791.

» Je dois vous observer, Mr., que l'obligation de prêter main-forte aux employés des fermes quand

Le besoin le requiert n'est pas telle qu'on doive la remplir sans examiner les circonstances qui l'accompagnent. Je vous prie de prévenir tous les commandans des chasseurs, que la garde nationale doit l'assistance aux employés pour faire des perquisitions chez les citoyens dans un seul cas, celui où le maire a été prévenu de la perquisition que les employés doivent faire. Je viens de prévenir M. de Laistre que l'assistance seroit refusée toutes les fois que cette condition ne seroit pas remplie ».

Signé, Bailly.

Observations de l'Ami du peuple.

On pourroit croire que cette lettre (1) est une réponse à la demande qu'auroit faite le général d'être autorisé à recommencer les scènes sanglantes de la Chapelle. Le fait est que cette lettre a été forgée par Bailly, à dessein d'afficher un faux zèle pour ses devoirs; mais après coup et aux dépens de Motié; car chaque officier de la garde citoyenne ou soldée, et chaque officier des chasseurs des barrières savent très-bien qu'ils ne doivent prêter main-forte aux employés de la ferme, que sous l'autorisation d'un officier civil, puisqu'un décret formel leur impose l'obligation indispensable de la requérir. Quelle apparence que le général, qui est membre lui-même du corps législatif, ait ignoré ce décret? Et quelle apparence que Bailly, qui est aussi membre du corps législatif, ait attendu que l'attentat de la Chapelle fût consommé, si ces deux fonctionnaires publics n'étoient l'un et l'autre les coupables auteurs, ou du moins les complices de cette tentative de contre-révolution.

En vertu des fonctions de sa place, Bailly doit d'abord être attaqué comme coupable d'avoir négligé d'intimer immédiatement après la sanction du décret, défense à tout officier de la garde parisienne, et particulièrement aux chasseurs des barrières, de

(1) Il paroît que cette lettre a été insérée dans l'ordre du 29, à en juger par le certificat annexé à la copie qui m'en est parvenue.

prêter main-forte aux employés, qu'autant qu'ils y seroient autorisés par un officier civil : négligence inexcusable, à laquelle doit être attribuée l'effusion du sang de tant de citoyens (1) ! Négligence d'autant plus criminelle que depuis trois mois les employés et les chasseurs des barrières ont violés cent fois l'asyle des citoyens, pour y commettre des horreurs qui ont été dénoncées dans les papiers publics, et dont les juges de paix ont refusé de recevoir plainte et dont Bailly lui-même a repoussé les dénonciations. Quant au général, il doit d'abord être attaqué comme auteur des ordres arbitraires donnés aux chasseurs, quitte à les poursuivre l'un et l'autre comme criminels de leze-nation, s'il est prouvé qu'ils aient conseillé directement ou indirectement le massacre.

Voici donc la marche à tenir par les proches des infortunés massacrés à la Chapelle, et par la municipalité de ce bourg. Ils doivent se hâter de poursuivre, comme assassins, les chasseurs des barrières, qui ont d'abord fait feu sur les citoyens de la Chapelle, lors de leur perquisition chez Vainclair et ceux qui ont fait feu sur les citoyens et les gardes nationaux, qui ont été le reconnoître avec le maire. Pour se disculper, ces chasseurs nommeront certainement les officiers dont ils ont reçu l'ordre de faire feu, et les personnes qui les ont payés ou séduits pour commettre ce crime atroce : ainsi les conspirateurs seront connus.

En vain la municipalité et le général ont-ils fait répandre le bruit par des auteurs peu clairvoyans, qu'un chasseur avoit été tué (2) avant que ses camarades fissent feu. En vain ont-ils fait répandre le bruit par des plumes vénales que l'affaire de la Chapelle n'est qu'une rixe entre les chasseurs des

(1) Si cette défense avoit été intimée, on ne calomnieroit pas aujourd'hui la municipalité de la Chapelle, et elle n'auroit pas à pleurer la perte de ses braves citoyens, qui se sont immolés pour la patrie.

(2) Qui croiroit que cette sottise se trouve dans le N°. 81 (pag. 116) des révolutions de Paris, dont le Sr. Prudhomme est l'éditeur.

barrières et des contrebandiers. En vain les municipaux de Bailly ont-ils voulu confirmer les mêmes assertions dans des placards affichés à chaque coin. Ces bruits imposteurs sont démentis par le procès-verbal de la commune de la Chapelle. Ils le sont pareillement par les compagnies du centre des Récollets, de Saint-Laurent, et les grenadiers soldés, qui les premiers ont volé à leur secours, et qui doivent être appelées comme témoins oculaires.

Mille autres témoins précieux déposeront. En attendant voici des faits qui ne sont pas à négliger.

Le nommé Morlet, jardinier, demeurant rue des Maures, section de Boudy, travaillant dans son marais le matin du massacre, a vu passer entre huit et neuf heures un chasseur qui courroit vers la caserne du fauxbourg du Temple avertir ses camarades de ce qui se préparoit à la Chapelle. En moins d'un quart d'heure une vingtaine arrivèrent en chargeant leur fusil, et jurant qu'ils se mettroient en bataille à leur arrivée. Cinq minutes après il en passa une quarantaine d'autres qui juroient de même de faire feu, ils avoient beaucoup de cartouches dans leurs mains.

Un fait important à recueillir, c'est que parmi ces chasseurs se trouvoit Hamelin l'ex-commandant du bataillon des Récollets. Comme le coup a manqué il s'est réfugié à Caen son pays natal, en attendant que la municipalité et le général blanchissent leurs assassins.

Jugé combien les citoyens sont trompés. Le bataillon des Récollets n'a point eu le mot d'ordre; il semble qu'on avoit choisis exprès pour cela le jour du massacre : car la troisième division devoit monter chez le roi, de sorte que la compagnie du centre n'a pu monter qu'à trois heures.

Les municipaux Parisiens s'efforcent par mille basses menées, mille séductions, mille captations, mille subornations, de faire passer tous les habitants de la Chapelle, sans en excepter le maire, pour des contrebandiers. Ces turpitudes retomberont sur leurs auteurs. A qui prouveront-ils que les chasseurs qu'ils ont été reconnoître n'étoient pas des bandits soudoyés ?

Le comité municipal des recherches fait aussi de son côté mille démarches : sans doute pour suborner les témoins redoutables (1) ou les faire disparaître s'ils refusent d'entendre raison. Quelque soit leurs artifices, je me flatte qu'ils ne corromperont les braves soldats des compagnies que j'ai nommées.

On dit que le général et ses municipaux, car il les mène à la baguette, désespérant d'accréditer leurs impostures contre la municipalité et les habitants de la Chapelle. Se flattent du moins de les faire éconduire des tribunaux. En attendant ils ont engagé les chasseurs aux barrières à aller faire des excuses et à se réconcilier avec les soldats des bataillons sur lesquels ils ont fait feu. *La paix, une fois faite, a dit le héros des deux mondes, un festin donné par les chasseurs à ces bataillons racomodera*

(1) Je dois ici rapporter un fait qui m'a été dénoncé par une excellente patriote, amie d'une nymphe du général. M. Dupont, témoin capital dans l'affaire ayant été mandé le 3 de ce mois devant ces inquisiteurs : au milieu de l'interrogatoire est entré Mottié pour donner aux dépositions sa tournure jésuitique qui convient à ses vues : pendant ce tems-là on a fait passer M. Dupont dans une autre pièce, où il est resté cinq quarts d'heure. On ne l'en a tiré que sur ses instances pour terminer ; et ce qu'il y a d'étrange, il n'a jamais pu obtenir qu'un témoin oculaire qui l'accompagnoit fut présent à l'interrogatoire. Cela doit, au contraire, paraître simple. Comme ces messieurs ne cherchent qu'à dénaturer les faits, il est tout simple qu'ils évitent les témoins devant lesquels ils auroient à rougir. On prétend qu'ils ont l'art d'étourdir les déposants, et de leur faire signer des choses fausses, s'ils n'ont pas soin eux-mêmes de lire leurs dépositions. Ce que nous recommandons à tous les témoins comme une précaution indispensable. J'ai démontré que l'ancien comité des recherches avoit machiné et malversé dans la procédure des 5 et 6 octobre ; mais on prétend que ce comité étoit le temple de la justice comparé au comité actuel.

le tout. Aussi il n'en coûtera que deux mille écus au trésor public pour passer l'éponge sur cette tentative manquée de contrévolution : les citoyens de la Chapelle en seront pour leurs mots, et l'on préparera l'occasion de recommencer.

Ce peut-être là l'espoir de nos ennemis implacables ; mais l'humanité n'est pas assez dégradée parmi nous, pour croire que les habitans de la Chapelle accommodent jamais cette affaire, en vendant le sang de leurs concitoyens, ou que les soldats de la garde nationale Parisienne, témoins de l'affaire, trahissent la vérité, en faisant acheter leur silence. Quant aux tribunaux, ils ne sauroient se dispenser de sévir. La municipalité Parisienne n'a rien à voir là. Reste l'assemblée nationale ; mais elle ne se couvrira pas d'opprobre en s'opposant au cours de la justice, et en se déclarant protectrice des contrévolutionnaires. Je dis mieux, elle n'a le droit d'intervenir que pour amener au pied de l'échaffaud le général et le maire de Paris, premiers auteurs du massacre.

Quel parti prendront les conspirateurs ? Celui de faire évader de prison et des bureaux des barrières tous les chasseurs assassins ; en livrant peut-être les employés au supplice. S'ils ne peuvent parvenir à les faire évader de prison, ils les sacrifieront comme on fait envers les traîtres. Au demeurant, la cause des citoyens de la Chapelle est celle de tous les amis de la justice et des lois. Si les assassins des barrières restent impunis, s'ils ne sont pas rompus vifs, si leurs officiers, le général, le maire et les autres conspirateurs qui les ont poussé au carnage ne partagent pas le même sort ; il n'y a pas plus de sûreté dans l'état pour aucun citoyen, et la liberté est anéantie pour jamais. J'invite toutes les sections de la capitale à se réunir aux habitans de la Chapelle pour poursuivre les coupables avec la dernière rigueur.

Dans le tems que les sections des Chams-Elisées, de St. Laurent, des Récolets, &c., prennent des mesures pour amener à jugement les brigands des barrières et leurs instigateurs ; celle de la bibliothé-

que du roi se couvre d'infâmie pour ses honteuses menées pour mette dans les mains du général contre-révolutionnaire, les moyens d'écraser plus promptement la patrie, et d'égorger impunément ses enfans. Ou auroit peine à concevoir cette exécution, si ignoroit que cette section, remplie d'agioteurs, de banqueroutiers, de sangsues publiques, est la même qui sous le nom de districts des Filles St. Thomas, s'est si long-tems exilée par sa prostitution aux ordres de Necker, avec lequel ses meneurs partageoient les dépouilles du trésor national.

Mais c'est sur leur arrêté même qu'il faut pendre une idée de l'avilissement de ces concussionnaires et déprédateurs abominables qui ne soupirent qu'après le retour de l'ancien régime.

Trait à conserver pour l'éloge de Carle le mouchard coupe-jarret du général.

Lorsque le fameux Carle se mit à la tête d'une armée de quatre mille hommes, le 22 Janvier 1790, et qu'il marchoit triomphant avec des canons contre mon imprimerie, il ne pensoit gueres qu'il se verroit réduit, au bout de 13 mois, à me demander grace à genoux, et à s'humilier en habit de conquérant, devant tous les patriotes qu'il croit en relation avec moi, pour implorer ma clémence. C'est cependant ce qu'il lui est arrivé il y a quelques jours. Je ne rappellerai pas la scène humiliante qu'il a essuyée ; je ne renouvellerai pas les transes qu'il a éprouvées à la vue du peuple attroupé pour le pendre : il croiroit que c'est une petite vengeance, sentiment au-dessous de moi.

Mais je lui observerai que c'est une excuse bien ridicule, que de rejeter ses torts sur les ordres du général. Quoi! mons Carle, s'il vous avoit commandé d'évantrier votre mere et de mettre le feu aux quatre coins de Paris, vous auriez été essentiellement obéissant, et vous prétendriez n'être pas

criminel! Sentez au moins une fois dans la vie la funeste doctrine qu'il vous prêche depuis dix-huit mois, et qu'il a fait enfin consacrer par un décret du corps législatif qui lui est soumis.

Dans l'état d'abjection où je vous vois, je serois tenté d'avoir pitié de vous, si je n'avois pas à veiller au salut de la patrie, contre laquelle vous conspirez avec la horde ténébreuse des ennemis publics. Pourquoi m'avoir mis dans la dure nécessité de vous poursuivre jusqu'à la mort, et de vous conduire au pied de l'échaffaud!

Citoyens, voici le fait. Il y a quelque tems que le sieur Carle eut dispute au caffè Manoury avec un jeune peintre; le cartel proposé et accepté, il engage son adversaire, qui avoit l'épée à côté, à l'accompagner chez lui pour y prendre la sienne. En traversant le passage Argant qui donnoit du quai de l'Horloge à la place Dauphine, il saisit noblement ce jeune homme par derrière, lui arrache son épée, la casse et l'en mutile avec le tronc.

Ce petit trait de trahison n'est rien de la part d'un coupe-jarrêt, tel que le digne commandant du bataillon de Henri IV; sa vie criminelle en fourniroit mille autres plus honteux encore: mais le jeune homme (dit-on) a disparu de ce monde peu après ce traitement barbare. Soit qu'il ait été achevé par son assassin, soit qu'il ait péri de ses blessures. C'est le cas, comme on voit, d'une enquête criminelle. Je somme la partie publique du tribunal de Henri IV, de rendre plainte; et je sollicite la société des vengeurs de la loi, de le poursuivre à outrance.

MARAT, l'ami du peuple.

DE L'IMPRIMERIE DE MARAT.